

# INFOS Hebdo

29 mars 2013

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN

## MONDE

**L'armée nord-coréenne en état d'alerte.** KIM Jong-un a ordonné, jeudi soir, que les unités de fusées de l'armée soient prêtes à viser les bases américaines en Corée du Sud et dans le Pacifique. Cette décision fait suite au survol du territoire sud-coréen, lors d'un exercice, par deux bombardiers furtifs de l'US Air Force, un geste de mise en garde de Washington après les déclarations belliqueuses du régime communiste nord-coréen (Cf. Défense p5).

**Coup d'état en République centrafricaine.** L'Union africaine a annoncé avoir suspendu en tant que membre la République centrafricaine où les rebelles du Séléka ont pris le pouvoir. Elle a imposé des interdictions de voyager aux chefs de ce mouvement de guérilla dont elle a gelé les avoirs. Les Etats-Unis, la France et le Tchad ont appelé le chef du Séléka, Michel DJOTODIA, autoproclamé président, à respecter l'accord de partage du pouvoir signé en janvier à Libreville. M. DJOTODIA a annoncé qu'il allait « *organiser les élections dans trois ans* ». Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution créant une force d'intervention chargée de « *neutraliser* » les groupes armés opérant à l'Est. F. BOZIZE, le président déchu, réfugié au Cameroun, a demandé l'asile au Bénin.

**Les forces militaires françaises présentes au Mali devraient passer de 4 000 à 2 000 hommes,** progressivement, entre la fin avril et la fin juillet, pour atteindre un millier à la fin de l'année. C'est ce qu'a déclaré, jeudi, le président de la République. Les forces africaines de la Mission internationale de soutien au Mali (Misma) doivent prendre à terme le relais des hommes du contingent français.

**L'ONU envisage de déployer au Mali une mission de maintien de la paix,** en remplacement de la Misma, la force panafricaine, lorsque les conditions politiques et de sécurité le permettront. Elle serait forte de 11 200 hommes au maximum, accompagnée d'une « *force parallèle* » pour continuer le combat contre les islamistes, selon un rapport du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Une autre option consisterait à « *renforcer la mission politique* » de l'ONU au Mali tout en laissant à la Misma le soin d'assurer la sécurité.

**Mise en garde d'Israël à la Syrie.** Le nouveau ministre israélien de la Défense, Moshé YAALON, a promis de répondre « *immédiatement* » à tout tir syrien venant du plateau du Golan. Des soldats israéliens postés au Golan avaient auparavant lancé un missile antichar « Tamuz » sur une position militaire syrienne après avoir essuyé des tirs depuis le territoire syrien pour la deuxième fois en 24 heures. Moshé YAALON, un ancien chef d'état-major, a affirmé qu'Israël considérait ces incidents comme « *très sérieux* ».

**Première retombée du voyage d'OBAMA en Israël et dans les territoires palestiniens :** Israël a décidé de reprendre le transfert des taxes dues à l'Autorité palestinienne suspendu en décembre 2012, selon une déclaration du cabinet du premier ministre NETANYAHOU. Le ministre des Finances, Yaïr LAPID, a chargé les responsables de son ministère de transférer les fonds. Lors de ce voyage, Barack OBAMA a exhorté les deux parties à reprendre le chemin de la paix.

**Le président chinois XI Jinping en Afrique.** Première étape, la Tanzanie, puis l'Afrique du Sud avec participation au sommet des pays émergents du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Troisième étape, la République démocratique du Congo. Cette visite, la première du nouveau président chinois à l'étranger après une étape en Russie, souligne l'importance stratégique que revêt l'Afrique pour Pékin, tant pour la fourniture de matières premières que comme débouché commercial.

**Moscou « vérifie » les Alliances françaises,** et d'autres organisations, dans le cadre d'une nouvelle loi obligeant les associations bénéficiant d'un financement étranger et ayant une activité politique à se faire inscrire sur un registre des « agents de l'étranger ».

## EUROPE

**Chypre. Réouverture des banques.** Toutes les banques de Chypre, fermées depuis le 16 mars pour éviter une fuite des capitaux, ont rouvert jeudi à midi. Le ministère chypriote des Finances a publié un décret limitant fortement les mouvements d'argent. Les retraits en espèces sont limités à 300 euros par jour, par personne et par banque. Les paiements et virements à l'étranger ne pourront dépasser 5 000 euros par mois et les voyageurs quittant l'île ne pourront emporter plus de 1 000 euros en espèces. Le président chypriote, Nicos ANASTASIADIS, a déclaré qu'il n'avait « *aucune intention de quitter l'euro* » et que le risque de banqueroute appartenait au passé.

**La récession s'aggrave en Espagne.** C'est la Banque d'Espagne qui le dit. Selon elle, la quatrième économie de la zone euro devrait voir son produit intérieur brut reculer cette année de 1,5 % (le recul était déjà de 1,37 % en 2012) et son taux de chômage atteindre 27,1 %, contre 26 % actuellement. Le gouvernement, lui, table toujours sur un PIB en recul de 0,5 % pour 2013, mais il devrait abaisser sa prévision lors de l'annonce de ses projections actualisées le mois prochain. Le déficit budgétaire devrait représenter 6 % du PIB en 2013 alors que l'Europe a fixé à Madrid un objectif de 4,5 %. Pour 2014, la banque centrale table sur une croissance de 0,6 % et sur un déficit budgétaire de 5,9 % du PIB.

**Pauvreté dans l'UE.** Selon l'Office fédéral allemand des statistiques, 16,9 % des Européens vivent sous le seuil de pauvreté, 16 % en Allemagne, 14 % en France et en Suède, 21,8 % en Espagne, 21,4 % en Grèce. Le taux le plus faible est en République tchèque : 9,8 %, le taux le plus fort en Bulgarie : 22,3 %. L'UE retient comme définition du taux de pauvreté : des revenus inférieurs à 60 % du revenu moyen de la population. Ces revenus sont de 1 000 € par mois en France, 952 € en Allemagne.

## AFRIQUE, AMÉRIQUES & ASIE

**Egypte. Pas d'élections législatives avant octobre** a annoncé le président Mohamed MORSI. A l'origine, il prévoyait des législatives en quatre phases à partir du 22 avril avec un Parlement opérationnel pour juillet. Ce délai fournirait une marge de manœuvre au gouvernement pour négocier un accord avec le Fonds monétaire international. De plus, la validation d'une nouvelle loi électorale pourrait prendre deux mois et demi et la préparation du scrutin deux mois de plus.

**Michelle BACHELET, candidate à l'élection présidentielle de novembre 2013 au Chili.** L'ancienne présidente socialiste et ex-directrice exécutive de l'ONU Femmes, l'a annoncé à Santiago devant une trentaine de dirigeants politiques de la coalition d'opposition de centre gauche et une centaine de partisans. Sa candidature vise à rassembler « *une nouvelle majorité politique et sociale pour affronter le malaise citoyen croissant dans le pays* ». Selon un sondage réalisé il y a quelques mois, 53 % des Chiliens sont favorables à son retour au pouvoir. Michelle BACHELET devra néanmoins affronter trois autres candidats de gauche.

**Confirmé. Le nouveau Pape au Brésil en juillet.** Le pape François a annoncé personnellement qu'il participera aux Journées mondiales de la jeunesse, en juillet à Rio de Janeiro. « *Chers amis, moi aussi je me mets en route avec vous, sur les traces du bienheureux Jean-Paul II et de Benoît XVI. Désormais, nous sommes proches de la prochaine étape de ce grand pèlerinage de la Croix du Christ* ».

**Equateur. 35 ans de prison pour les « féminicides »** (assassinats de femme accompagnés de sévices). La proposition a été annoncée par le ministre de l'intérieur, José SERRANO. Un meurtre est passible de 25 ans de réclusion selon le code pénal équatorien, mais le ministre a justifié l'établissement d'un châtement plus sévère en invoquant le « *caractère spécial* » de ce type de crime. Ce durcissement de la législation entrerait dans le cadre du plan d'éradication de la violence contre les femmes mené par le gouvernement.

**Le mariage gay aux Etats-Unis.** Saisie de deux plaintes sur le mariage homosexuel, la Cour suprême est apparue sceptique sur la constitutionnalité de la loi californienne dite « de défense du mariage » disposant que celui-ci est réservé à un homme et une femme. Elle paraît toutefois réticente à statuer au niveau national. Le mariage entre couples du même sexe est reconnu dans 9 Etats sur 50 et Washington DC, mais pas au niveau fédéral. La Cour devrait se prononcer d'ici juin. Dans son discours d'investiture, le 21 janvier, Barack OBAMA avait déclaré : « *Notre voyage ne sera pas terminé tant que nos frères et sœurs gays ne vivront pas égaux devant la loi* ».

## FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**Convocation du Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger :** les membres du Bureau et les présidents et rapporteurs des commissions temporaires de l'Assemblée des Français de l'étranger sont convoqués à Paris les vendredi 24 et samedi 25 mai 2013 (Arrêté du 12 mars 2013).

**Liste des établissements d'enseignement français à l'étranger** relevant de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (Arrêté du 14 mars 2013) :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027221718&dateTexte=&categorieLien=id>

**Fermeture provisoire du Lycée français de Bangui,** depuis le 25 mars, en raison de la situation en République Centrafricaine. L'Ambassade de France annoncera, le moment venu, la réouverture de l'établissement qui pourrait se faire progressivement, du lycée à la maternelle.

**Mariage pour tous.** Robert del Picchia a déposé un amendement au projet de loi pour permettre à tous les couples, dont l'un au moins des futurs époux est français, de se marier en France.

**Mouvement au sein de l'AFE : Mme Annie BURNSIDE** remplace Mme Anne OPPETIT, démissionnaire, dans la circonscription de Londres.

**Mme Hélène DUCHÊNE**, directrice de la coopération culturelle, remplace Mme Delphine BORIONE au conseil d'administration de l'AEFE, en qualité de représentante titulaire du ministre des affaires étrangères.

**Etudiants et futurs étudiants boursiers en France** : vous devez remplir, chaque année, entre le 15 janvier et le 30 avril (date limite !) le dossier social étudiant (DSE), document unique de demande de bourse et de logement en résidence universitaire, sur le site internet de votre CROUS (celui de l'académie du premier choix pour les futurs bacheliers).

## POLITIQUE INTÉRIEURE & JUSTICE

**Intervention télévisée du Président de la République.** François HOLLANDE a répondu pendant 75 mn aux questions de David PUJADAS sur France 2, jeudi soir, devant huit millions de téléspectateurs, dans un climat tendu dans l'opinion publique et au sein même de la gauche. Selon un sondage Tilder/LCI/Opinionway, 76 % des personnes interrogées se disent mécontentes de la politique économique et sociale du gouvernement et plusieurs élus socialistes ont fait des déclarations publiques retentissantes dans ce même sens.

**Le président HOLLANDE a rappelé l'objectif : l'emploi, et le cap : la croissance.** Il a précisé que l'inversion de la courbe du chômage était un « engagement ». « *Je n'attends pas la croissance, je la crée* ». « *J'ai mis en place une politique. Tous les outils sont là* ». Sa « *boîte à outils* » : la Banque publique d'investissement, le crédit d'impôt compétitivité-emploi, les emplois d'avenir, les contrats de génération. « *Les entreprises doivent s'en servir* ». « *Je compte sur les entrepreneurs* ». Il a souligné l'importance d'investir dans les filières d'avenir et de réformer la formation professionnelle. « *Je suis dans l'action* ». « *Nous aurons de la croissance dès la fin de 2013. C'est l'engagement que je prends* ».

**Crise économique** : « *Ce que nous n'avions pas anticipé, c'est que la crise allait durer encore plus longtemps que prévu* ».

**Fiscalité** : la taxe à 75 % pour les revenus supérieurs à un million d'euros sera payée par l'entreprise. Il n'y aura pas d'impôts supplémentaires en 2013 et, pour 2014, uniquement la hausse de la TVA. Pas de fiscalisation des allocations familiales mais elles seront rabotées pour les familles les plus aisées.

**Retraites** : « *Comme on vit plus longtemps, il va falloir avoir des durées de cotisations plus longues* ».

**Dépenses publiques** : des économies seront faites. « *Il va y avoir un choc de simplification* » administrative. Le budget de la Défense sera sanctuarisé en 2014.

**Europe** : la rigueur, oui, mais pas d'austérité. « *Nous n'atteindrons pas les 3 %* » de déficit public en 2013.

**Mali** : « *oui, nous avons atteint nos objectifs* ». Une ombre au tableau : « *Nous n'avons pas pu libérer nos otages* ». « *Il n'y aura pas de versement [de rançon] de quelque façon que ce soit* ». « *Nous voulons qu'il y ait des élections avant la fin du mois de juillet* ».

**Syrie** : il n'y aura pas de livraisons d'armes aux opposants au régime de Bachar AL-ASSAD tant qu'il n'y aura pas de certitude sur le fait que les armes ne risquent pas de tomber dans les mains des djihadistes.

**Mariage pour tous** : c'était un « engagement » de campagne. Pour la PMA, le Président attend, à la fin de l'année, le rapport du comité d'éthique et en tiendra compte. « *La GPA restera interdite en France tant que je serai président de la République* ».

**Non cumul des mandats** : le projet de loi passera au Conseil des ministres la semaine prochaine et sera « *appliqué avant la fin de mon mandat* ».

### Les réactions politiques :

**PS**, Harlem DESIR : le Président a été « *au rendez-vous de la vérité* » et « *de la détermination face à une crise exceptionnelle* ». Pierre MOSCOVICI : « *une vision et une volonté pour la croissance et pour l'emploi* ».

**UMP**, J-F. COPE : « *Il y a un décalage terrible entre celui qui est à l'Elysée et ce qui est en train de se passer dans le pays* ». F. FILLON : « *Ce que j'ai ressenti, c'est qu'il avait fait perdre dix mois à la France et qu'il allait continuer* ».

**Front de gauche** : « *c'est un discours incantatoire* ». Jean-Luc MELENCHON : c'est une « *politique qui va plomber toute l'Europe* ». « *L'Elysée est enlisé, ils se sont totalement trompés de diagnostic* ».

**PCF**, Pierre LAURENT : des mots « *déconnectés des urgences sociales et des solutions nouvelles nécessaires*. Rien de ce que nous avons entendu n'est de nature à rassurer les Françaises et les Français qui souffrent ».

**UDI**, Jean-Louis BORLOO : « *Il n'a pas encore compris qu'il est aux manettes* ».

**Modem**, François BAYROU : « *J'ai un désaccord de fond : je ne crois pas, devant la situation du pays, que les outils soient les bons pour tous et qu'ils soient suffisants* ».

**EELV**, Jean-Vincent PLACE : « *absence totale de vision écologique* ». « *Je suis donc extrêmement déçu* ». « *La boîte à outils ? Moi, je n'y crois pas* ».

**FN**, Florian PHILIPPOT : « *Les Français n'attendaient pas grand-chose et ils n'ont pas eu grand-chose* ».

**Législatives partielles. Dans l'Oise**, réélection de l'UMP Jean-François MANCEL, avec 51,5 % des suffrages contre la candidate du FN, Florence ITALIANI battue de 768 voix. Marine LE PEN a de nouveau exclu tout accord avec l'UMP parce que « *l'UMP, en tout cas ses dirigeants ont des positions radicalement différentes de celles du Front national* ». **A Wallis et Futuna**, élection du candidat soutenu par l'UMP avec 37,5 % des voix dans une triangulaire contre un candidat socialiste (32,3 %) et une Divers gauche (30,2 %).

**Fin de l'information judiciaire dans l'affaire BETTENCOURT.** Les trois magistrats instructeurs ont transmis le dossier de procédure au procureur de la République de Bordeaux, après deux ans d'enquête. En tout, douze personnes ont été mises en examen. L'ancien président de la République, Nicolas SARKOZY, mis en examen pour abus de faiblesse à l'encontre de Liliane BETTENCOURT, a suspendu son recours en nullité de cette décision dans l'attente de l'avis du Conseil supérieur de la magistrature. Les trois juges d'instruction ont reçu des menaces de mort. La section antiterroriste du Parquet de Paris a été saisie.

**63% des Français estiment que la mise en examen de Nicolas SARKOZY ne l'empêchera pas de revenir en politique.** Sondage BVA pour Le Parisien-Aujourd'hui en France. Gaël SLIMAN, le directeur de BVA Opinion, explique ces résultats notamment par « *le cynisme des Français, qui considèrent de toute façon que leurs hommes politiques sont corrompus. Du coup, on peut très bien rester populaire après une affaire* ».

**François HOLLANDE est un bon président de la République pour 22 % des Français.** Mais 51 %, considèrent qu'il est un mauvais Président. 27 % ne se prononcent pas. Sondage CSA pour BFM-TV. Selon un sondage LH2 pour Le Nouvel Observateur, 10 mois après son élection à la présidence de la République, seuls 27 % des Français sont satisfaits de François HOLLANDE alors que 68 % se déclarent déçus. Enfin, selon un sondage Ifop pour le JDD, sa cote de popularité a chuté de six points en mars, avec 68 % des Français mécontents de son action et seulement 31 % de satisfaits. Il s'agit de son plus bas niveau depuis son élection le 6 mai 2012 quand il était crédité de 61 % d'opinions favorables contre 33 % de mécontents.

## CONSEIL DES MINISTRES

**Projet de loi** sur les attributions du garde des sceaux et des magistrats du ministère public en matière de politique pénale et d'action publique (objectif : empêcher toute ingérence de l'exécutif dans le déroulement des procédures pénales, avec, entre autres, la prohibition pour le ministre de la Justice d'adresser aux magistrats du Parquet des instructions dans des affaires individuelles. Le garde des sceaux a la responsabilité d'animer la politique pénale ; les Parquets ont le plein exercice de l'action publique).

**Communications** : La situation de l'emploi (3 187 700 demandeurs d'emploi, +0,6 % sur un mois, +10,8 % en un an). / La modernisation des achats de l'État et de ses opérateurs et la réforme du droit de la commande publique. / Le Forum mondial des femmes francophones. / La modernisation du service public consulaire en faveur des Français de l'étranger (dispositif « Itinéra » et « passeport grand voyageur ») :

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/la-modernisation-du-service-public-consulaire-en-faveur-des-francais-de-l-etranger>

## INSTITUTIONS

### Union Interparlementaire

**L'Union Interparlementaire (UIP) à Quito.** La 128<sup>ème</sup> assemblée générale a adopté une résolution appelant toutes les parties syriennes à renoncer immédiatement à la violence. Elle insiste, en particulier, sur le sort des réfugiés, qui ne cesse de s'aggraver, précisant que plus d'un million de Syriens ont trouvé refuge dans les pays voisins. Elle exhorte les pays donateurs à honorer leurs promesses et à apporter une aide à hauteur de 1,5 milliard de dollars pour financer l'aide humanitaire, alors que seulement 200 millions de dollars ont été reçus à ce jour. Le Comité de l'UIP chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire a décidé de dépêcher d'urgence une mission d'évaluation en Jordanie où de très nombreux Syriens ont trouvé refuge. A noter qu'à Quito, 1/3 des quelque 600 parlementaires présents étaient des femmes, avec pour la première fois, deux Saoudiennes.

### Assemblée Nationale

**Projet de loi adaptant la législation française au droit de l'UE et des engagements internationaux.** La commission des lois a adopté à l'unanimité l'abrogation du délit d'offense au chef de l'Etat. Le texte sera examiné en 1<sup>er</sup> lecture le 18 avril.

**Proposition de loi rétablissant une circonscription unique pour les élections européennes.** L'Assemblée a rejeté la proposition d'Yvon COLLIN (RDSE).

## Sénat

**La proposition de loi UMP visant à retirer les allocations familiales et scolaires aux familles ayant perdu la garde de leurs enfants** a été votée, en 1<sup>ère</sup> lecture, à la quasi unanimité contre l'avis du gouvernement mais alors que le président HOLLANDE avait déclaré y être favorable il y a quelques mois.

**La proposition de loi visant à abroger le délit de racolage public** (même passif), de la sénatrice écologiste Esther BENBASSA, a été adoptée en 1<sup>ère</sup> lecture.

**La proposition de loi instaurant une journée de la Résistance** le 27 mai, présentée par J-J. MIRASSOU (PS) a été adoptée à la quasi unanimité en 1<sup>ère</sup> lecture. La date fait référence au 27 mai 1943 où les différentes organisations de la résistance intérieure réunies sous la présidence de Jean MOULIN créaient le Conseil national de la Résistance, l'union politique des mouvements de la Résistance derrière le général de GAULLE.

## ECONOMIE & DEFENSE

**Les mauvais chiffres de 2012.** Baisse du pouvoir d'achat des Français, pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 1984 : -0,4 % pour l'ensemble des ménages (+0,5 % en 2011). Consommation : -0,1 %. Croissance : nulle. Déficit public : 4,8 % (au lieu des 4,5 % prévus). Dette publique : 90,2 % du PIB.

**Budget de la Défense.** Un arbitrage plutôt en faveur des armées, aurait été annoncé par le Premier ministre. Au cours des six prochaines années (2014-2019), les crédits de la Défense devraient être en moyenne d'environ 30 milliards par an. Une partie de cette somme - de l'ordre de 3 à 5 milliards sur l'ensemble de la période - proviendra de « recettes exceptionnelles », comme cela avait déjà le cas lors de la précédente loi de programmation militaire. On parle aujourd'hui de vendre les participations de l'Etat dans les entreprises de Défense. La décision finale sur le Livre blanc doit intervenir fin avril.

**Vastes manœuvres militaires russes en Mer noire.** Le président russe, Vladimir POUTINE, a ordonné d'entamer ces manœuvres importantes, selon le porte-parole du Kremlin, Dmitri PESKOV, cité par l'agence ITAR-TASS. Au total, 36 navires basés à Sébastopol, base navale russe en Crimée (Ukraine) et à Novorossiïsk (sud de la Russie) et jusqu'à 7 000 hommes vont participer à ces manœuvres, a précisé M. PESKOV.

**Deux bombardiers furtifs B-2 au-dessus de la Corée du Sud.** Ces pièces essentielles de la dissuasion nucléaire américaine ont effectué une mission d'entraînement. Partis du Missouri, les deux bombardiers ont largué des munitions factices sur des cibles du territoire sud-coréen. Avec 11 000 km d'autonomie, le B-2 est une arme redoutable conçue pour des missions spéciales de bombardement stratégique à haute altitude (jusqu'à 15 000 m) derrière les lignes adverses. Réputé indétectable, volant autour de la vitesse du son, il peut emporter jusqu'à 18 tonnes d'armement conventionnel ou nucléaire, dont 16 bombes de 900 kilos guidées par satellite ou huit GBU-37 antibunker.

**Laurence PARISOT ne fera pas de 3<sup>e</sup> mandat.** Le conseil exécutif du Medef a rejeté le projet de réforme des statuts de la patronne des patrons qui lui aurait permis de briguer un nouveau mandat au 1<sup>er</sup> juillet.

## SANTÉ, SOCIÉTÉ

**La manifestation contre le mariage pour tous,** dimanche, a donné lieu à une nouvelle polémique sur le nombre de participants, 1,4 million selon les organisateurs, 300 000 selon la police, et à de vives protestations sur la manière musclée (gaz lacrymogènes, coups de matraque) avec laquelle les forces de l'ordre ont repoussé les manifestants qui voulaient gagner les Champs Elysées, interdits à cause de leur proximité avec l'Elysée.

**Les autotests de dépistage du sida,** en vente aux Etats-Unis depuis 1996, ont reçu un avis favorable du Conseil national du sida (CNS) pour une mise en « vente libre » en pharmacie et sur internet. Ces tests, réalisés à partir d'un échantillon de salive ou de sang, permettent d'apporter une réponse en 30 minutes. En France, on estime que 30 000 à 40 000 personnes vivent avec le VIH sans le savoir ; les tests pourraient permettre de découvrir 4 000 séropositivités et d'éviter 400 nouvelles infections par an.

**Baccalauréat 2012, les chiffres définitifs :** 84,5 % de réussite (85,7 % en 2011) toutes séries confondues. Pour les seules séries générales, le taux est de 89,6 % de réussite en 2012 (88,3 % en 2011). 76,7 % des jeunes de cette classe d'âge ont le Bac, 37,1 % ont un Bac général (35,8 % en 2011).

**Pas d'obligation pour les communes de servir des menus adaptés aux convictions religieuses.** C'est ce qu'a rappelé le Défenseur des Droits, Dominique BAUDIS. Cela relève d'un choix du conseil municipal.

## CULTURE, NOUVELLES TECHNOLOGIES

**Un internet libre, ouvert et accessible est tout à la fois un droit fondamental.** « *C'est aussi un outil qui permet aux citoyens de prendre part à la vie politique* ». Une résolution de l'Union interparlementaire réunie à Quito vient de l'affirmer. Elle précise en outre que les parlementaires doivent faire en sorte que les citoyens puissent utiliser les médias de communication librement et en toute sécurité. Ce texte fait suite à la publication du [Guide des médias sociaux](#) qui vise à encourager les parlementaires et les responsables politiques en général à utiliser plus largement les médias sociaux et à donner une ligne de conduite à ceux qui en assurent l'exploitation.

**Un lycéen qui gagne déjà bien sa vie...** Nick d'ALOISIO est devenu à 17 ans l'un des plus jeunes entrepreneurs-millionnaires de l'histoire de la Silicon Valley. Yahoo lui a acheté l'application qu'il a inventée pour, dit-on, 30 millions de dollars. « Summly » propose des résumés d'articles de journaux par thème. Lancée il y a quatre mois, l'application, qui a été téléchargée plus d'un million de fois, propose également un résumé, via un algorithme mis au point par d'ALOISIO. Le jeune britannique va s'acheter une nouvelle paire de baskets et un ordinateur. « *Pour le moment, je veux juste économiser, je n'ai pas de gros frais quotidiens...* ».

## SPORTS – CARNET – NOMINATIONS

### Sports

**Football. France – Espagne : 0-1 au Stade de France**, après la victoire contre la Géorgie 3-1 vendredi dernier, dans la phase de qualification de la Coupe du monde 2014. La France est 2<sup>ème</sup> de son groupe. Il lui reste trois matchs, les 6 et 10 septembre et le 15 octobre.

**Formule 1. L'Allemand Sebastian VETTEL (Red Bull-Renault) a remporté le Grand Prix de Malaisie**, 2<sup>e</sup> manche (sur 19) du Championnat du monde de Formule 1, devant son coéquipier australien Mark WEBBER et le Britannique Lewis HAMILTON (Mercedes).

### Décès

**M. Jean FISCHER**, ancien Délégué au CSFE pour la circonscription de Tunis, à l'âge de 103 ans.

### Nominations

**M. Xavier STICKER**, devrait être nommé directeur du cabinet du ministre des affaires européennes.

**M. Pierre-Antoine MOLINA**, devrait être nommé directeur adjoint du cabinet du ministre des affaires européennes.

**M. Bruno AUBERT**, devrait être nommé ambassadeur au Soudan.

**Mme Evelyne DECORPS**, pourrait être nommée ambassadeur au Tchad.

**Mme Ginette MATHA**, ambassadrice aux Bahamas, en résidence à Kingston.

**Mme Muriel SORET**, console générale de France à Tanger.

**M. Jacques MAIRE**, dir. des entreprises et de l'économie internationale, DG Mondialisation, MAE.

**M. Philippe MERLIN**, sous-directeur Amérique du Nord et Mexique, dir. Amériques et Caraïbes, MAE.

**M. Charles-Henri BROSSEAU**, sous-directeur d'Asie du Sud-Est, direction Asie et Océanie, MAE.

**M. Emmanuel COCHER**, sous-directeur des affaires institutionnelles et des contributions internationales, dir. des Nations unies, MAE.

**M. Stéphane CROUZAT**, sous-directeur de l'Europe centre-orientale et balte, dir. de l'UE, MAE.

**Mme Emmanuelle LACHAUSSEE**, sous-directrice d'Extrême-Orient, dir. Asie et Océanie, MAE.

**M. Pascal LE DEUNFF**, sous-dir. de la recherche et des échanges scientifiques, dir. coopération culturelle, MAE.

**M. Emmanuel LEBRUN-DAMIENS**, sous-directeur de la santé, de la sécurité alimentaire et du développement humain, dir. du développement et des biens publics mondiaux, MAE.

**Mme Laurence PAÏS**, sous-directrice des questions multilatérales et sectorielles, dir. de la coopération de sécurité et de défense, MAE.

**M. Nicolas SURAN**, sous-directeur des relations extérieures de l'UE, dir. de l'UE, MAE.

**Mme Bénédicte de VILLARDI de MONTLAUR**, sous-directrice d'Afrique du Nord, dir. Afrique du Nord et du Moyen-Orient, MAE.

**M. François VANDEVILLE**, sous-directeur de l'Allemagne et de l'Europe alpine et adriatique, dir. de l'UE, MAE.

**Le général d'armée aérienne, Stéphane ABRIAL**, DG délégué et SG de Safran.

**Le général de l'armée de l'Air, Philip BREEDLOVE**, nommé par les Etats-Unis commandant suprême des forces de l'OTAN.

INFOS Hebdo, tous droits réservés. Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. Tél. : + 33 1 42 34 26 87. [r.delpicchia@senat.fr](mailto:r.delpicchia@senat.fr)